

**-Alerte-
élections
fédérales**

Il nous faut un salaire minimum fédéral de 15 \$ MAINTENANT!



La question d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ est un enjeu clé durant ces élections fédérales.

La popularité des campagnes de lutte pour un salaire minimum de 15 \$ et pour l'équité en Ontario, en C.-B., en Nouvelle-Écosse, et ailleurs, ont donné deux partis fédéraux – le Nouveau parti démocratique (NPD) et le Parti vert – assez d'assurance pour promettre un salaire minimum de 15 \$ à tous les travailleurs et travailleuses relevant de la compétence fédérale.

L'établissement d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ serait une victoire importante dans la lutte pour des emplois décents et transmettrait un message signifiant que les travailleuses et travailleurs de toutes les provinces méritent au moins 15 \$ l'heure.

La vaste majorité des Canadiennes et Canadiens appuie la hausse du salaire minimum et nous devons le faire savoir à nos représentantes et représentants élus – en particulier pendant ces élections fédérales.

Lorsque les candidates et candidats demandent votre vote, posez-leur des questions claires : « Votre parti croit-il qu'un salaire minimum a pour but de sortir les travailleuses et travailleurs à plein temps de la pauvreté? Dans l'affirmative, votre parti appuie-t-il un salaire minimum fédéral de 15 \$ qui augmenterait suffisamment chaque année pour suivre le rythme de la hausse des prix? »

Pour plus de renseignements sur les raisons pourquoi il nous faut un salaire minimum fédéral de 15 \$, poursuivez votre lecture.

Pourquoi nous faut-il un salaire minimum fédéral de 15 \$?

Le salaire minimum fédéral a été éliminé en 1996 et, actuellement, il n'y a pas de salaire minimum fédéral. Lorsqu'il était en place, le salaire minimum fédéral s'appliquait à certains secteurs de l'économie relevant de la compétence fédérale (au lieu de la compétence provinciale). Les industries relevant de la compétence fédérale sont celles qui ont tendance à franchir les frontières provinciales. Ces secteurs comprennent les transports, les communications, la pêche, les banques, entre autres.

Actuellement, les travailleuses et travailleurs qui gagnent le salaire minimum dans les secteurs relevant de la compétence fédérale gagnent le salaire minimum en vigueur dans la province où ils travaillent normalement. Dans chaque province, le salaire minimum ne parvient pas à sortir de la pauvreté les travailleuses et travailleurs à plein temps. (Seule l'Alberta a promis d'introduire progressivement un salaire minimum de 15 \$ et celui-ci ne sera pas pleinement appliqué avant 2018.)

Et, quel que soit le salaire minimum provincial spécifique, des milliers de travailleuses et travailleurs relevant de la compétence fédérale gagnent moins de 15 \$ l'heure. Par exemple, les caissières et caissiers de banque gagnent en moyenne 13 \$ l'heure environ, alors que les banques réalisent des profits de milliards de dollars, année après année.

Pourquoi un salaire minimum fédéral ne peut-il s'appliquer à toutes et à tous?

En vertu de la loi, les gouvernements provinciaux – et non le gouvernement fédéral – sont les premiers responsables des lois sur l'emploi et le salaire. Lorsqu'un parti fédéral forme le gouvernement, il lui est seulement permis de modifier les lois fédérales. C'est la raison pour laquelle les partis politiques ne peuvent promettre d'agir directement que dans les secteurs où ils jouissent des pouvoirs légaux de faire des changements s'ils sont élus.



Le gouvernement fédéral doit agir!

Même si le rôle du gouvernement fédéral est limité, un parti politique qui envisage sérieusement d'augmenter le salaire minimum pour les travailleuses et travailleurs à faible revenu devrait utiliser absolument tous les outils de politique à sa disposition, de la mise en œuvre d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ au rétablissement et à l'expansion de la Loi sur les justes salaires qui stipule que les travailleuses et travailleurs doivent être rémunérés équitablement (au moins 15 \$ l'heure) en tant que condition préalable pour tous les contrats de services et de construction conclus avec le gouvernement du Canada. Le gouvernement fédéral devrait également user de son autorité morale pour demander aux provinces d'adopter des mesures semblables.

Ce faisant, le gouvernement fédéral lancerait un message puissant à tous les travailleurs et travailleuses – et à leur employeur – que la lutte pour les 15 \$ et pour l'équité est la chose à faire. Cela encouragerait d'autres gouvernements et d'autres partis politiques à faire leur part dans la lutte pour des emplois décents.

Obtenir une victoire pour le salaire minimum fédéral de 15 \$ nous aiderait à l'obtenir à l'échelle provinciale

L'établissement d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ serait une importante victoire, reflétant un consensus parmi la population canadienne et québécoise voulant qu'aucun travailleur ou travailleuse à plein temps ne vive en deçà du seuil de la pauvreté. Cette victoire établirait également une norme en fonction de laquelle les provinces seraient mesurées, et aiderait à exposer l'insuffisance actuelle du salaire minimum provincial.

Chaque fois que nous augmentons le salaire des travailleuses et travailleurs les moins bien rémunérés,

nous exerçons des pressions pour l'augmentation des salaires partout. Lorsque les travailleuses et travailleurs au salaire minimum et à faible salaire ont un plus grand choix d'emplois, il devient plus facile pour les travailleuses et travailleurs de quitter un emploi pour en accepter un meilleur. Dans cette situation, les employeurs peuvent décider de mieux rémunérer leurs effectifs afin de les garder ou de réduire la rotation du personnel. Voilà aussi pourquoi une augmentation pour les travailleuses et travailleurs au salaire minimum a tendance à avoir des répercussions sur l'économie, en particulier pour les travailleuses et travailleurs à faible salaire.

Une norme nationale décente

Un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure, qui augmente chaque année pour suivre le rythme de la hausse des prix (selon l'indice des prix à la consommation), créerait une norme nationale qui hausserait le salaire des travailleuses et travailleurs à faible salaire dans les secteurs relevant de la compétence fédérale à au moins 10 pour cent au-dessus du seuil de la pauvreté (la Mesure de faible revenu avant impôts).

Parce qu'il n'y a aucune norme élevée pour le salaire minimum pancanadien, les travailleuses et travailleurs qui occupent un emploi dans une province peuvent gagner moins que d'autres qui font le même travail dans une autre province. Ces différences salariales signifient également que les travailleuses et travailleurs à faible revenu ont un accès inégal au soutien du revenu par l'intermédiaire du programme fédéral de l'assurance-emploi, qui est déjà inéquitable à l'échelle régionale puisqu'il a recours aux indicateurs économiques locaux pour déterminer les prestations des travailleuses et travailleurs.

Tous les travailleurs et travailleuses ont intérêt à réaffirmer l'importance d'établir une norme pancanadienne universelle minimum élevée pour les salaires – et des normes universelles élevées pour tous les programmes sociaux.

Principes pour un salaire minimum décent

- ☉ Aucun travailleur ni travailleuse ne devrait vivre dans la pauvreté.
- ☉ Les travailleuses et travailleurs au salaire minimum devraient gagner au moins 10 pour cent au-dessus du seuil de la pauvreté (la Mesure de faible revenu avant impôts).
- ☉ Le salaire minimum devrait augmenter chaque année pour suivre le rythme de la hausse des prix
- ☉ Tous les travailleurs et travailleuses ont besoin d'un salaire minimum de 15 \$ maintenant